

Sarnez, Ferrand: la démoralisation de la vie politique est En Marche



La démoralisation de la vie politique française avance à grand pas. Au-delà des discours officiels et du bétonnage par les médias, les signaux se multiplient sur les difficultés de la moralisation et la lutte contre la corruption en France. Mais qui seront les prochains sur la liste?

Avec Éric
Verhaeghe

La démoralisation de la vie politique française avance à grand pas. Au-delà des discours officiels et du bétonnage par les médias, les signaux se multiplient sur les difficultés de la moralisation et la lutte contre la corruption en France. Mais qui seront les prochains sur la liste?

Comment Ferrand démoralise En Marche

Tous les Français connaissent désormais l'histoire de ce ministre qui fut secrétaire général d'En Marche, après avoir été député socialiste frondeur, après avoir été dirigeant effectif de mutuelle.

Dans le cadre de ces fonctions mutualistes, et au nom des principes bien compris de l'économie sociale et solidaire, Richard Ferrand a fait payer 41.000 euros de loyers annuels par sa mutuelle (donc par les assurés...), tombés directement dans les poches de la SCI de sa femme, propriétaire d'un bien qu'elle a acheté uniquement avec la certitude que la mutuelle de son mari en deviendrait la locataire.

Au passage, la mutuelle a financé 180.000€ de travaux qui valorisent un bien appartenant à la compagne du directeur général.

Ferrand soutient que la pratique est légale. Nous avons exposé dans nos colonnes les doutes sérieux sur cette idée. Mais, au pays de Jupiter, il n'est manifestement plus possible de s'en tenir aux principes de bon sens.

Quoiqu'il advienne, sauf à avoir transformé les Français en veaux définitivement perdus pour la science, on imagine quand même qu'un certain nombre d'électeurs de base ne seront pas dupes de ces explications. Rien ne justifie, dans une mutuelle, que le dirigeant utilise l'argent des cotisants pour développer son patrimoine personnelle. Ou alors, c'est à se jeter sous un pont...

Marielle de Sarnez dans l'oeil du cyclone

Ce matin, c'est au tour de Marielle de Sarnez d'être sur le grill. Le FN l'a balancée sur l'utilisation des collaborateurs parlementaires européens: un sujet où Marine s'entend un peu mieux que sur l'euro et l'écu. Manifestement, la ministre des Affaires Européennes, proche de Bayrou au demeurant, est accusée d'avoir utilisé une conseillère régionale et élue municipale du 19^e arrondissement, Philippine Lanieste, comme emploi fictif.

C'est décidément une tradition dans cet arrondissement! puisque la première adjointe au maire, Halima Jemni, est aussi collaboratrice parlementaire de Cambadélis. On dirait qu'ils ne sont pas surchargés de boulot, les élus parisiens.

En attendant, Marielle de Sarnez ne peut être accusée d'[un absentéisme particulier](#) à Strasbourg. Ni d'un présentéisme inhumain.

À Saint-Denis, une candidate marchande de sommeil?

Comme un malheur n'arrive jamais seul, la candidate En Marche de Saint-Denis, Véronique Avril, [est accusée par Mediapart](#) d'avoir loué pour 650 euros par mois un logement insalubre de 23m². L'intéressée semble être agent de la Ville de Paris... et ancienne administratrice de Médecins sans frontières. Décidément, l'économie sociale et solidaire, ça forge des caractères.

Maintenant, qui sera le prochain sur la liste? François Bayrou? à suivre...